

# Gaza : silence coupable, résonance coloniale

lundi 7 octobre 2024, par [FOUTEAU Carine](#) (Date de rédaction antérieure : 6 octobre 2024).

**Alors que la guerre s'étend au Liban, les sociétés occidentales restent trop passives face au massacre des Palestiniens pour contraindre leurs dirigeants à sanctionner Israël. Comme si elles refusaient de voir leurs propres crimes dans le miroir de la colonisation que leur tend Israël.**

## Sommaire

- [Les raisons d'un aveuglement](#)
- [Le sous-texte colonial](#)
- [Justifier le pire](#)
- [Décolonisons-nous](#)

Un peuple est en train de mourir sous nos yeux, et nous détournons le regard. Un an après l'injustifiable attaque du Hamas contre des familles israéliennes, le Proche-Orient s'embrase dans des proportions jamais vues.

Le 7 octobre 2023, des crimes de guerre, sous la forme d'assassinats et d'enlèvements de civils, ont été commis par des hommes en armes désireux de montrer à Israël et au monde, de la manière la plus brutale qui soit, qu'ils étaient prêts à tout, y compris au sacrifice des Palestiniens et des Palestiniennes et à la conflagration régionale, pour désenclaver Gaza et détruire leur ennemi.

*Le site d'une frappe aérienne israélienne à Deir al-Balah, dans le centre de la bande de Gaza, le 4 octobre 2024. © Photo Majdi Fathi / NurPhoto via AFP*

Le cycle infernal des représailles s'est aussitôt réenclenché, avec le soutien « inconditionnel » de nombre de pays occidentaux, dont la France, alors qu'il était écrit que l'usage de la force militaire ne pourrait s'avérer qu'indiscriminé et disproportionné. Au nom de la « légitime défense » d'Israël, plus de 40 000 Gazaoui-es ont péri sous les bombes, ce qui fait d'ores et déjà de cette guerre l'une des plus meurtrières du XXI<sup>e</sup> siècle.

Il faut prendre la mesure de la singularité de ce désastre : des vies sont fauchées, mais aussi une mémoire, une culture, un avenir, avec la destruction des écoles, des hôpitaux, des réseaux d'eau et d'électricité, de l'aide humanitaire, des musées, des champs et des commerces.

Le 26 janvier 2024, la [Cour internationale de justice](#) a reconnu l'existence d'un « *risque réel et imminent qu'un préjudice irréparable soit causé* » aux habitant·es de Gaza et a ordonné à Israël de « *prendre toutes les mesures en son pouvoir pour prévenir la commission [...] de tout acte* » de génocide.

Le 20 mai 2024, le procureur général de la [Cour pénale internationale](#) a annoncé avoir soumis une requête pour la délivrance d'un mandat d'arrêt international contre le premier ministre, Benjamin

Nétanyahou, et le ministre de la défense, Yoav Gallant, pour « *crimes de guerre et crimes contre l'humanité* ».

Le 12 juin 2024, la [commission d'enquête spéciale de l'ONU](#), créée après la guerre de onze jours de mai 2021, a accusé Israël de « *crimes contre l'humanité d'extermination, de meurtre, de persécution fondée sur le genre ciblant les hommes et les garçons palestiniens, de transfert forcé, d'actes de torture et de traitements inhumains et cruels* ».

Malgré le droit international, la mobilisation des pays du Sud et la contestation d'une partie de la jeunesse, la communauté internationale n'a rien fait pour stopper le massacre. Elle aurait pourtant pu. Si les États-Unis et les pays de l'Union européenne cessaient tous de livrer des armes, la guerre s'arrêterait. S'ils suspendaient les relations économiques et revoyaient leur approche diplomatique, également. S'ils reconnaissaient unanimement l'État de Palestine, ils montreraient leur volonté de trouver une solution équitable. Leurs appels au cessez-le-feu, qui permettrait de libérer les otages israéliens, sonnent creux. Il est faux de dire que ces puissances sont impuissantes. Elles ont les moyens, mais elles laissent faire.

Ses crimes restant impunis, Israël, en situation de supériorité militaire, a toute latitude pour poursuivre son œuvre funeste. La guerre s'étend dramatiquement au Liban, au nom de la lutte contre le Hezbollah. Après la banlieue sud, Beyrouth est visée au cœur. En deux semaines, des centaines de civils ont été tués et un million de personnes ont dû fuir leur foyer.

Les habitants du Proche-Orient « *sont prisonniers de la dynamique de destruction régionale dans laquelle leurs dirigeants les ont entraînés* », écrit, dans une tribune du *Guardian* traduite par [Orient XXI](#), Omer Bartov, grand historien de la Shoah, qui, depuis le raid contre les déplacé-es de Rafah le 8 mai 2024, qualifie l'offensive israélienne de « *crimes de guerre, de crimes contre l'humanité et d'actions génocidaires systématiques* ».

## **Les raisons d'un aveuglement**

Responsable de son inaction, la communauté internationale se rend complice. Mais que dire des sociétés civiles occidentales ? Alors qu'un processus génocidaire est en cours, pourquoi détournent-elles le regard ? Qu'est-ce qui, dans leur (in)culture commune, les retient de se mobiliser massivement, notamment celles et ceux parmi elles qui ne sont pas descendant-es de populations colonisées ?

Évacuons d'abord ce qui est une évidence. Les autorités israéliennes empêchent de voir. En interdisant aux journalistes étrangers d'entrer à Gaza, elles ne permettent pas de documenter leurs crimes dans toute leur ampleur. Les seules images et récits qui nous parviennent sont transmis par des journalistes palestiniens eux-mêmes pris pour cible par Tsahal. En faisant de tout homme un combattant potentiel du Hamas ou du Hezbollah, la propagande israélienne invisibilise les pertes de civils et justifie que tout un peuple soit pris pour cible.

Israël peut ensuite compter sur le relais de ses alliés pour silencier les sociétés occidentales. La possibilité d'y exprimer son soutien aux Gazaoui-es est muselée. En France, notamment, dans une forme renouvelée de maccarthysme, la solidarité avec la Palestine est passible de convocation policière, de condamnation pénale ou d'interdiction préalable.

## Le sous-texte colonial

Enfin, mais surtout, un lourd travail d'introspection s'impose : les Occidentaux ne sont pas seulement empêchés de voir. *Ils ne veulent pas voir*. Pour comprendre cet aveuglement, il faut revenir aux fantômes du passé, au racisme intrinsèque de nos sociétés, lui-même fruit de l'histoire coloniale européenne jamais réparée.

Dans *Au cœur des ténèbres*, publié en 1899, l'écrivain britannique Joseph Conrad raconte le destin tragique d'une mission coloniale en Afrique centrale, remontant les eaux troubles d'un fleuve sinueux, en pleine nature hostile, à la recherche de l'un des siens, passé aux mains des indigènes, après avoir ouvert un comptoir de commerce de l'ivoire. Dans toute sa noirceur, la narration traduit la déshumanisation propre à l'expérience coloniale qui, au motif de « *civiliser les sauvages* », s'arroge le droit de disposer des corps et des terres, quand elle ne finit pas dans l'impératif de l'anéantissement. « *Exterminez toutes ces brutes !* » : c'est dans les lignes de ce tumultueux récit que l'écrivain suédois Sven Lindqvist a puisé le titre de son livre paru en 1992, avant que le cinéaste haïtien Raoul Peck ne s'en empare à son tour pour l'un de ses films (2021) racontant l'histoire du point de vue des colonisés.

Fondée sur l'idée de supériorité raciale d'un groupe sur l'autre, la mécanique de la colonisation, enclenchée par les Européens jusqu'à sa consolidation au XIX<sup>e</sup> siècle, ne peut que conduire à la négation du peuple soumis au joug de l'occupant. Il n'est pas inutile de se souvenir qu'à la fin de la Reconquista, en 1492, les expulsions des juifs et des musulmans d'Espagne, coïncidant avec le départ des navires de Christophe Colomb vers l'Amérique, ont été précédées, outre les conversions forcées au catholicisme, de massacres pour s'approprier des terres et des ressources.

Il est aussi intéressant de rappeler, comme le fait Naomi Klein dans *Le Double. Voyage dans le monde miroir* (Actes Sud, 2024), qu'un mois après la Nuit de cristal en novembre 1938, une délégation de la Ligue australienne des Aborigènes a condamné, bien avant que les capitales occidentales ne se décident à partir au combat, la « *persécution cruelle du peuple juif par le gouvernement nazi allemand* ».

« *Ces chefs indigènes, qui luttent encore pour leurs propres droits fondamentaux, avaient clairement perçu la gravité de la menace* », constate l'essayiste américaine. « *Le caractère industriel des massacres perpétrés par les nazis était nouveau, et le cas juif est différent. Mais tous les cas sont différents - et certains éléments définitivement semblables* », poursuit-elle. Dans son *Discours sur le colonialisme*, Aimé Césaire le dit, en 1950, avec ses mots : les Européens ont « *supporté [le nazisme] avant de le subir* ».

---

**La responsabilité historique des sociétés occidentales dans la colonisation peut expliquer l'atonie, voire le consentement tacite à un conflit lui-même largement déterminé par une logique de domination.**

---

Les démocraties européennes sont censées s'être libérées, institutionnellement tout du moins, des oripeaux du passé. L'égalité entre les êtres humains est inscrite au cœur de tous les textes

fondamentaux qui les régissent. Mais le racisme, intrinsèquement lié à l'esclavagisme et au colonialisme, n'a pas disparu pour autant. Il suffit de lire Mediapart pour se rendre compte de l'ampleur du problème. Les tenants plus ou moins avoués de l'inégalité naturelle sont aux portes du pouvoir. Marine Le Pen (Rassemblement national) et Bruno Retailleau (Les Républicains) ont même déjà un pied dedans.

« *La question qui structure la vie politique française est celle du racisme* », estime la philosophe Nadia Yala Kisukidi, dans un [entretien](#) à Mediapart. « *Des années d'idéologie islamophobe et de guerre internationale "contre le terrorisme" ont imprégné les esprits et rendu les discours antipalestiniens plus acceptables, justifiant, aux yeux de beaucoup, une guerre d'anéantissement à Gaza* », insiste la socio-historienne Houda Asal dans un [article](#) de la revue *Contretemps*, publié le 16 septembre 2024.

La responsabilité historique des sociétés occidentales dans la colonisation, ajoutée à la perméabilité au racisme et aux discriminations, peut expliquer l'atonie, voire le consentement tacite à un conflit lui-même largement déterminé par une logique de domination.

## **Justifier le pire**

Les formes prises par les colonialismes dans l'Histoire diffèrent, certes, d'une expérience à l'autre. Et plaquer le cas israélien sur les précédents européens ne permet ni de comprendre le présent, ni de préparer l'avenir, puisque la seule issue politique qui vaille est d'inventer un cadre permettant aux deux peuples de cohabiter.

Il n'en reste pas moins qu'Israël, dont la création a paradoxalement constitué une injustice envers les Palestiniens et les Palestiniennes pour en réparer une autre, née de l'horreur des camps nazis, est un État colonial dont la communauté internationale dénonce en vain la politique d'occupation et d'expropriation depuis 1967. À cette époque, on comptait moins d'une dizaine d'implantations illégales en Cisjordanie ; elles sont au nombre de 145 aujourd'hui, toutes contraires au droit international, comme l'étaient celles de Gaza démantelées en 2005.

L'accession au pouvoir de la droite nationaliste et de l'extrême droite messianique n'a fait qu'accélérer le processus. En adoptant, le 19 juillet 2018, une [loi fondamentale](#) définissant Israël comme le « *foyer national du peuple juif* », l'État a acté en son sein la discrimination des minorités arabe et druze et rompu avec la déclaration d'indépendance de 1948, selon laquelle le pays se devait d'assurer « *une complète égalité de droits sociaux et politiques à tous ses citoyens, sans distinction de croyance, de race ou de sexe* ».

Les attaques du 7-October sont apparues aux autorités comme la justification ultime du bien-fondé de leur politique séparatiste. Face à un ennemi qui, dans un terrifiant jeu de miroir, refuse d'admettre son droit à exister, Israël s'est retrouvé conforté dans son inquiétude existentielle d'être confronté à un nouvel Holocauste et, par conséquent, dans la nécessité de s'en prémunir quoi qu'il en coûte.

Les tréfonds suprémacistes du gouvernement de Benjamin Nétanyahou ont aussitôt ressurgi des ténèbres. Imposant, dans les 48 heures, un « [siège complet](#) » de Gaza, le ministre de la défense, Yoav Gallant, en a énoncé avec fureur les implications : « *Pas d'électricité, pas d'eau, pas de nourriture, pas de carburant, tout est fermé [...]. Nous combattons des animaux humains et nous agissons en conséquence.* » Comment interpréter autrement ces propos que comme une variante de l'appel de Kurtz, personnage tragique du roman de Joseph Conrad, à « *extermine[r] toutes ces brutes* » ? Que dire des [déclarations](#) du ministre des finances, Bezalel Smotrich, estimant le 5 août

2024 qu'il pourrait « être justifié et moral » de « laisser mourir de faim » les habitant·es de Gaza ?

## Décolonisons-nous

Alors qu'un peuple est rayé de la carte, l'absence de soulèvement massif doit interroger les sociétés occidentales et les conduire à un examen de conscience collectif pour enfin se départir de leur éthos de colons, ou tout du moins de descendants de colons. Leurs crimes passés, plutôt que de faciliter l'acceptation des crimes actuels, devraient les aider à y voir clair dans les mécanismes à l'œuvre pour espérer y mettre un terme.

Sans une reconnaissance approfondie de leurs méfaits, alors qu'elles s'imaginaient comme l'avant-garde éclairée du monde, sans une déconstruction des marqueurs racistes encore profondément ancrés et sans une volonté réelle de réparation des victimes, elles continueront d'être aveugles à la gravité de ce qui se trame sous leurs yeux et ne seront d'aucun secours aux Palestinien·nes et aux Israélien·nes en quête d'un terrain d'entente. Il est urgent de décoloniser nos esprits, notre culture, nos structures d'organisation pour faire face à l'irréparable.

À l'opposé de cette nécessaire remise en cause, la France opère un tragique retour en arrière. La manière dont l'exécutif, depuis quelques mois, a détruit méthodiquement quarante ans de processus décolonial en Nouvelle-Calédonie, fait ressurgir de vieux réflexes coloniaux.

Sur une terre où les habitant·es et les institutions ont su faire preuve d'intelligence collective et d'accommodements raisonnables, la gestion policière, brutale et binaire, sans passé ni futur, est vouée non seulement à l'échec, mais aussi au drame. Plutôt que d'apaiser et de « sécuriser », elle rouvre les plaies, ravive les tensions et tue.

Ce n'est ainsi pas un hasard si, dans leur dénonciation de l'action rétrograde des autorités françaises, les indépendantistes kanak ne manquent jamais d'affirmer leur solidarité avec le peuple palestinien, signe que les uns et les autres se reconnaissent dans leurs conditions d'existence et leurs destinées.

La récente nomination au ministère de l'intérieur de Bruno Retailleau laisse présager du pire, lui qui, il y a tout juste un an, vantait les « *belles heures* » de la colonisation et s'insurgeait contre la « *repentance perpétuelle* ». Qu'il faille s'en remettre au premier ministre [Michel Barnier](#) pour espérer l'amorce d'une « *démarche constructive* », selon l'expression du député indépendantiste Emmanuel Tjibaou, fils du leader historique du nationalisme kanak, a de quoi laisser dubitatif.

Contre ce rouleau compresseur réactionnaire, seule une détermination citoyenne à toute épreuve peut nous conduire à regarder le passé en face, condition *sine qua non* pour défendre le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et éviter de nous couvrir définitivement de honte auprès des générations futures. Ne regardons pas ailleurs. Cessons de supporter le carnage. Nous sommes moralement responsables de ce qui se produit si nous ne nous y opposons pas. Le silence nous achèvera nous aussi.

**Carine Fouteau**

---

---

## **P.-S.**

- MEDIAPART. 6 octobre 2024 à 15h55 :

<https://www.mediapart.fr/journal/international/061024/gaza-silence-coupable-resonance-coloniale>

- *Les articles de Carine Fouteau sur Mediapart :*

<https://www.mediapart.fr/biographie/carine-fouteau>

ESSF invite lectrices et lecteurs à s'abonner à Mediapart.

POURQUOI S'ABONNER A MEDIAPART ?

- Site d'information indépendant
- Sans subventions ni publicité sur le site
- Journal participatif
- Financé uniquement par ses abonnements

<https://www.mediapart.fr/abonnement>